

M. Drew: Le comité a reçu aujourd'hui des chiffres qu'on peut comparer aux budgets d'il y a peu d'années; il y a des postes qu'on mettra un certain temps à discuter. Le ministre de l'Agriculture n'était pas disponible au moment où ses crédits étaient examinés; ce sont des crédits qui mettent à l'ordre du jour un problème extrêmement important. Tout en étant fort désireux de faciliter l'adoption de ces crédits, nous refusons tout net de clore prématurément le débat sur un sujet qui est d'importance primordiale, non seulement pour les députés, mais encore pour le Canada tout entier; c'est pourquoi nous n'avons pas l'intention de permettre que la séance se prolonge au delà de l'heure réglementaire. Nous pouvons reprendre la question lundi et l'étudier comme il convient.

L'hon. M. Abbott: Je suis tout naturellement disposé à consentir à cela; mais je tiens à établir sans équivoque, dans l'esprit de plusieurs milliers de fonctionnaires, le fait suivant: si leurs chèques (qui auraient dû être distribués aujourd'hui) ne sont pas sortis à temps, c'est la Chambre des communes qui en sera responsable.

M. Drew: Monsieur le président, l'esprit qui a animé jusqu'ici l'étude de ces postes a démontré que nous désirions aborder ces sujets de façon assez amicale. C'est là tout simplement un autre exemple des tentatives que fait le Gouvernement pour forcer l'adoption de crédits d'une façon qui empêche tout débat, et il incombe à l'opposition,—ce qu'elle entend bien faire,—de voir à ce que ces postes soient l'objet d'une étude appropriée. Nous ne voulons pas qu'on dise que nous avons retardé l'adoption de crédits qu'on ne présente à la Chambre que le vendredi qui précède le dernier du mois. On aurait pu nous en présenter il y a deux semaines, ce qui nous aurait laissé amplement de temps pour les étudier et obtenir tous les détails appropriés. Le Gouvernement est doublement responsable.

Cet après-midi, l'honorable représentant de Greenwood a proposé qu'on adopte tous les postes qui comportaient des paiements, afin de les éliminer. On n'a pas accepté sa proposition, et aucun chantage de ce genre...

Des voix: Retirez-ça!

M. Drew: ... ne nous obligera à mettre fin à un débat qui a surgi à propos du ministère de l'Agriculture au moment où le ministre de l'Agriculture était disponible et se prononçait à l'extérieur de la Chambre cet après-midi.

Le très hon. M. Gardiner: Monsieur le président, je pose la question de privilège. J'ai à l'occasion de lire le compte rendu des

débats de cet après-midi. On a plusieurs fois mentionné mon absence et celle de mon adjoint parlementaire. Mon adjoint est rentré hier chez lui, malade. Il est aujourd'hui au lit. C'est la seule raison de son absence. Cet après-midi, à quatre heures, on m'a présenté le rapport complet de la commission de Regina qui est en ce moment à prendre des décisions en ce qui concerne le dédommagement à verser à chaque cultivateur; j'ai passé l'après-midi à l'étudier. Le travail n'est pas terminé simplement parce qu'il a fallu que je vienne ce soir à la Chambre attendre ce crédit. Voilà une heure et demie que j'attends.

M. Macdonnell (Greenwood): Si le ministre veut me permettre...

Le très hon. M. Gardiner: J'ai la parole. On a dit beaucoup de choses en mon absence. Cet après-midi j'étais à étudier un rapport qui m'a été soumis à quatre heures, le rapport complet sur les sommes dues aux cultivateurs aux termes de ce crédit. Je veux simplement répéter après le ministre des Finances qu'il faut qu'il soit voté avant qu'on puisse faire le moindre versement à ce titre. Si on doit le réserver jusqu'à lundi, fort bien, mais on pourrait facilement l'adopter d'ici une demi-heure et je ne vois absolument pas pourquoi nous ne le ferions pas.

L'hon. M. Abbott: Un mot à ce sujet. Je veux bien accepter la décision de reporter ces crédits à lundi, mais je tiens à faire observer ce que j'ai signalé plus tôt aujourd'hui: la majeure partie de ce que l'opposition a dit au sujet de ces crédits ne se rapportait pas à ces crédits; il s'agissait de questions de programme général intéressant le ministère. Dans la plupart des cas, on ne s'est pas attaché particulièrement à l'examen du montant en cause mais, comme presque toujours dans le passé, on a tenu une discussion générale sur le programme relatif à l'agriculture, aux affaires des anciens combattants, au transbordeur d'automobiles de l'île du Prince-Édouard ou quoi encore. Or je n'accepte pas une seconde que le chef de l'opposition vienne dire que nous essayons de faire chanter qui que ce soit pour lui faire faire quoi que ce soit.

Des voix: Qu'il se rétracte!

L'hon. M. Abbott: Je présentais des crédits à la Chambre, les derniers crédits supplémentaires y compris, avant qu'il mette les pieds ici et je n'ai jamais essayé de faire chanter personne. La ligne de conduite adoptée, en ce qui concerne la présentation des derniers crédits supplémentaires et des postes